

AVENANT DU 31 MARS 2014
A LA CONVENTION COLLECTIVE DU 15 DECEMBRE 1975 MODIFIEE
RELATIF AUX REMUNERATIONS EFFECTIVES GARANTIES ANNUELLES

Entre

La Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques, Mécaniques et Connexes de la Haute-Marne et de la Meuse - Comité des Industries Métallurgiques et Connexes, représenté par Messieurs André ROBERT-DEHAULT et Jean-Claude RYLKO,

d'une part,

Et

La CFDT Haute-Marne et Meuse, représentée par Messieurs

Haute Marne Patrick Deny
Meuse Geoffroy QUINET

La CFE/CGC Haute-Marne et Meuse, représentée par Messieurs

DEFOYANT Patrice

La CFTC Haute-Marne et Meuse, représentée par Messieurs

BISE Bernard Meuse
JAC GOURY Céline Hte Marne

La CGT Haute-Marne et Meuse, représentée par Messieurs

Guillaume Didier Meuse
QUILLÉ Fabrice Hte Marne

La CGT/FO Haute-Marne et Meuse, représentée Messieurs

d'autre part,

VILLAIN Pascal Meuse
GUILLEMIN Hervé "Haute-Marne"

DC FQ

DR

BB

GC

PD

GF

PV

GH

AM

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1

Les REMUNERATIONS EFFECTIVES GARANTIES ANNUELLES fixées à l'article 2 du présent accord s'appliquent aux ouvriers, administratifs, techniciens et agents de maîtrise occupant les fonctions définies par l'Accord National sur la classification du 21 Juillet 1975 modifié et employés dans les entreprises entrant dans le champ d'application de la Convention Collective du 15/12/1975 modifiée, indépendamment du barème de rémunérations minimales hiérarchiques résultant des articles 208 et 208 bis de l'avenant mensuel de la convention collective qui sert à la fois de garantie mensuelle de rémunération et de base de calcul pour les primes d'ancienneté.

Les REMUNERATIONS EFFECTIVES GARANTIES ANNUELLES ne serviront pas de base de calcul aux primes d'ancienneté.

Ce barème fixe pour chaque coefficient de la classification la rémunération annuelle en-dessous de laquelle un salarié ne peut être rémunéré.

Bénéficiaire de la rémunération effective garantie annuelle les salariés relevant de l'avenant mensuel.

La rémunération effective garantie ne s'appliquera pas aux travailleurs à domicile.

Modalités d'application du barème des rémunérations effectives garanties annuelles

Pour l'application des garanties de rémunérations effectives annuelles contenues dans le barème, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts du salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes supportant les cotisations en vertu de la législation sur la Sécurité Sociale, à l'exception :

- de la prime d'ancienneté prévue par la convention collective de Haute-Marne et Meuse ;
- des majorations prévues par les articles 214, 215 et 221 de l'avenant mensuel précité pour travail de nuit, du dimanche et des jours fériés ;
- des sommes correspondant à l'intéressement des salariés ou à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise ;
- des sommes qui constituent un remboursement de frais ne supportent pas de cotisations sociales ;
- des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

Les barèmes ci-dessous fixant les garanties annuelles de rémunération correspondant à une durée mensuelle de travail effectif de 151,66 heures, ces valeurs, en cas de durée de travail effectif différente, seront adaptées proportionnellement à la durée de travail effectivement pratiqué.

De même, le montant de la garantie visée ci-dessus sera adapté prorata temporis en cas de survenance en cours d'année :

- d'un changement de coefficient ;

DG FQ DP BA GC PD GP PV GH JMR

- d'une entrée ou d'un départ de l'entreprise ;
- d'une suspension du contrat de travail.

Le barème des rémunérations effectives garanties annuelles subit les abattements prévus pour les rémunérations par les dispositions législatives et conventionnelles, et les abattements prévus pour les jeunes salariés au-dessous de 18 ans.

S'agissant de rémunérations annuelles minimales, la vérification interviendra pour chaque salarié en fin d'année ou en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, à la fin du contrat de travail. S'il apparaît que la totalité des éléments de la rémunération à prendre en considération est inférieure au montant de la rémunération effective garantie annuelle applicable, le salarié considéré recevra un complément de rémunération égal à la différence entre les sommes perçues et le montant de la garantie dont il doit bénéficier en vertu du présent texte.

L'employeur informera le comité d'établissement ou, à défaut, les délégués du personnel du nombre de salariés ayant bénéficié d'un apurement de fin d'année. Les mêmes éléments d'information seront communiqués aux délégués syndicaux des organisations syndicales signataires.

Dans le cadre de révision de la convention collective dont les travaux sont en cours, il est prévu d'exclure les primes conditionnées uniquement à l'assiduité du salarié de l'assiette de vérification des rémunérations effectives garanties annuelles. Cette modification n'entrera en vigueur que si la procédure de révision conventionnelle aboutit à la signature d'un avenant de révision portant sur ce point.

Il est convenu que, si au cours de l'année 2014, la rémunération effective garantie annuelle du coefficient 140 devenait inférieure au SMIC, les parties se réuniraient à nouveau pour négocier sur les rémunérations effectives garanties annuelles. A défaut d'initiative de la partie patronale dans les trois mois, la négociation s'engagerait dans les quinze jours suivant la demande d'une organisation syndicale de salariés représentative.

DG FQ JP BB GC PD QP PV GH JNR

Article 2

Le barème des rémunérations effectives garanties est fixé sur la base de 151,66 heures mensuelles pour un horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif.

Le calcul des rémunérations effectives garanties applicables à partir de l'année 2014 se fera sur les bases suivantes :

Niveau	Echelon	Coefficient	Rémunération Effective Garantie Annuelle
I	1	140	17 394
	2	145	17 480
	3	155	17 530
II	1	170	17 738
	2	180	17 758
	3	190	17 991
III	1	215	18 264
	2	225	18 577
	3	240	19 588
IV	1	255	20 205
	2	270	21 028
	3	285	21 993
V	1	305	24 163
	2	335	26 304
	3	365	28 182
	3	395	30 540

DG FQ

DP BB

GC PD GP

PV

GH DA

et

Article 3

En application de l'article L 2231-5 du code du travail, la partie la plus diligente notifiera à l'ensemble des organisations représentatives le texte de cet avenant.

Le présent accord, établi conformément à l'article L 2231-6 du code du travail, est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par la loi.

Fait à Saint-Dizier, le 31 mars 2014.

Pour le C.I.M.C.,

M. André ROBERT-DEHAULT

Pour le C.I.M.C.,

M. Jean-Claude RYLKO

Pour la CFDT Haute-Marne et Meuse

Messieurs

Haute Marne Patrick Demuyss ~~Demuyss~~
Meuse Geoffrey Quinet ~~Quinet~~

Pour la CFE/CGC Haute-Marne et Meuse

Messieurs

DÉROYANT Patrice pour la Haute Marne et Meuse
~~Déroyant~~

Pour la CFTC Haute-Marne et Meuse

Messieurs

BISE Bernard Meuse ~~Bise~~
Jadon GOURY Céline Hte Marne ~~Goury~~

Pour la CGT Haute-Marne et Meuse

Messieurs

Guillaume Didier Meuse
GUILLEMIN Fabrice Hte Marne ~~Guillemin~~

Pour la CGT/FO Haute-Marne et Meuse,

Messieurs

VILLAIN Pascal Gilles
GUILLEMIN Hervé "Haute-Marne" ~~Guillemin~~

